

**CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS
SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT GLOBAL**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

L'E.P.C.I.

**La Métropole Aix-Marseille-Provence
58 boulevard Charles Livon
13007 MARSEILLE**

représenté par

Sa Présidente en exercice, Martine VASSAL, régulièrement habilitée à signer la présente convention par délibération n°..... du Bureau de la Métropole en date du 15 décembre 2025

ci-après désigné

« la Métropole »

ET

L'Association
Sise

**Festival de la Camargue et du delta du Rhône
19 avenue Pierre Gabrielli
13230 Port Saint Louis du Rhône**

représentée par

Sa Présidente, Madame Martine MANCION

ci-après désignée

« l'association »

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Conformément aux orientations données lors des Assises nationales de la vie associative, les administrations doivent, dans les relations qu'elles nouent avec les associations, veiller tout particulièrement au respect de la liberté associative et des principes éthiques qui sont le fondement de la vie associative.

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la politique de subventions mise en place par la Métropole en faveur des acteurs associatifs qui œuvrent dans le domaine de « l'environnement, biodiversité et l'éducation à l'environnement et au développement durable ».

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser les objectifs conformes à son objet social, à savoir :

Cette association a pour objectifs de valoriser et de promouvoir le territoire aux travers d'actions d'éducation et de sensibilisation à l'environnement à destination du grand public et de la jeunesse (ateliers, rencontres, activités scolaires, festival, master classe nature, conférences-débats ...) et de fédérer les nombreux acteurs impliqués dans la promotion et la gestion de ce patrimoine naturel et authentique.

L'association organise chaque année le Festival de la Camargue et du delta du Rhône.

La 18ème édition se déroulera, cette année, du 13 au 17 mai 2026, avec une journée dédiée aux scolaires le lundi 18 mai.

Cet événement aura lieu à Port Saint Louis du Rhône, véritable porte d'entrée de la Camargue au sein de la Métropole

A cette fin, l'association s'engage à mettre tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Pour sa part, la Métropole s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ces objectifs pour l'année 2027 à hauteur de 47.000 euros.

ARTICLE 2: DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2026 et trouvera son terme au plus tard au versement du solde de la subvention.

ARTICLE 3 : INDEPENDANCE DE L'ASSOCIATION

Pour mettre en œuvre ces actions notamment avec les moyens qui lui sont alloués par la Métropole, l'association jouit d'une indépendance de décision dans la définition de ses actions et dans la conduite de ses tâches de gestion et d'administration.

Cette indépendance s'exerce en conformité avec les statuts de l'association, à partir des instances créées (Assemblée Générale, Conseil d'Administration, Bureau...)

Cependant, la Métropole peut requérir, en cours d'année toutes les informations et tous documents utiles au contrôle de l'exécution des engagements pris par l'association et justifiant l'octroi de la subvention.

De plus, les actions visées ci-dessus sont réalisées sous la responsabilité de l'association et ne peuvent être confiées, pour tout ou partie, à des tiers sans l'accord de la Métropole.

L'association s'engage en outre à :

-Respecter toutes les obligations légales, sociales et fiscales liées à l'exercice de ses activités ;

-Fournir à la Métropole les attestations d'assurance visant à garantir sa responsabilité civile, et en particulier, pour la ou les activités, objet(s) de la présente convention.

De manière générale, l'association devra se trouver en situation régulière au regard des organismes sociaux et fiscaux, ainsi que des dispositions législatives et réglementaires concernant le personnel, notamment en matière salariale.

ARTICLE 4 : BUDGET PREVISIONNEL DE L'ASSOCIATION ET PARTICIPATION DE LA MÉTROPOLE

4.1 Budget prévisionnel de l'association :

- L'annexe I à la présente convention précise :

-Le budget prévisionnel global de l'association, objet de l'article 1^{er}, ainsi que les moyens affectés à sa réalisation en détaillant les autres financements attendus et en distinguant notamment les apports des collectivités territoriales, les ressources propres, etc. ;

- L'annexe II à la présente convention précise

-Les contributions non financières allouées par la Métropole dont l'association dispose pour la réalisation de l'objectif mentionné à l'article 1^{er} (mise à disposition de locaux, de matériel, etc.).

Conformément à l'annexe I, le coût total prévisionnel (total des produits hors contributions volontaires) du fonctionnement, objet de la présente convention, est d'un montant de 346 600 €.

4.2 Participation de la Métropole et modalités de calcul :

La participation de la Métropole est d'un montant de 47 000 €, et représente 13,56 % du budget prévisionnel global de l'association (*hors contributions volontaires*).

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation de la Métropole n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation de la Métropole est recalculée en fonction des dépenses réelles déduction faite du montant total des recettes hors subvention d'exploitation auquel sera appliqué un taux de financement ajusté tenant compte des soutiens accordés par l'ensemble des partenaires institutionnels.

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention sans l'accord écrit de la Métropole, celle-ci peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versés au titre de la présente convention.

Cette subvention sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur sous réserve du respect par l'association de ses obligations légales et contractuelles.

4.3 Modalités de versement de la subvention :

Conformément au Règlement budgétaire et financier, les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte maximum de 80% de la subvention votée, sur demande du bénéficiaire, après la signature de la convention par les deux parties ;
- le solde sur demande du bénéficiaire, après la remise des pièces prévues à l'article 6.2 de la présente convention.

La demande de versement de subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son utilisation conforme à l'objet de l'article 1.

ARTICLE 5 : CONTROLE, SUIVI, EVALUATION

5.1 Contrôle :

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la Métropole. L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Le refus de leur communication entraîne le remboursement de la subvention.

5.2 Suivi :

L'association s'engage à informer régulièrement la Métropole du bon déroulement de son fonctionnement défini à l'article 1 de la convention selon des modalités établies d'un commun accord entre les deux parties.

La Métropole pourra demander à l'association de participer à des réunions de suivi, à chaque fois qu'elle le jugera utile.

5.3 Évaluation :

L'évaluation des conditions de réalisation des objectifs poursuivis par l'association auxquels la Métropole a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif, est réalisée par la Métropole.

Pour ce faire, une réunion comprenant les deux parties pourra être organisée par la Métropole à tout moment jugé utile.

Le non-respect par l'association de ses obligations conventionnelles se traduira par des demandes d'explication par les services opérationnels de la Métropole, et le cas échéant, par le remboursement total ou partiel de la subvention.

5.4 Renouvellement :

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la production des justificatifs mentionnés à l'article 6.2 et aux contrôles prévus à l'article 5.1.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS COMPTABLES – JUSTIFICATIFS A FOURNIR

6.1 Obligations comptables :

Préalablement à ce qui suit, la présente convention rappelle que :

- Les associations doivent adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des

comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, homologué par l'arrêté du 26 décembre 2018 ;

▪ Conformément à l'article L. 612-4 du Code du commerce, pour tout montant supérieur à 153 000 euros de subventions publiques :

- l'association doit établir chaque année des comptes annuels comprenant : le bilan, le compte de résultat et l'annexe ;
- l'association est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes. Dans ce cas, l'association s'engage à transmettre à la Métropole tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ;

▪ Si la subvention annuelle est supérieure à 75 000 euros ou représente plus de 50% du budget total de l'association, le Président s'engage à certifier la conformité des comptes annuels conformément à l'article L. 2313-1-1 et R.2313-5 du CGCT.

La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise, le cas échéant ;

▪ En cas de modification dans le domaine comptable, l'association s'engage à appliquer les nouvelles directives.

6.2 Justificatifs à fournir par l'association :

L'association dont les comptes sont établis pour un exercice d'une durée de douze mois consécutifs (courant de préférence du 1^{er} janvier au 31 décembre), **s'engage dans les six mois suivant la clôture de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée, à fournir les documents suivants :**

- **les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes** prévus par l'article L. 612-4 du Code de commerce ou la référence de leur publication au Journal Officiel, le cas échéant ;
- **le rapport d'activité de l'année écoulée ;**
- **le procès-verbal de l'Assemblée Générale approuvant tous les documents précités.**

6.3 Autres engagements :

Par ailleurs, l'association s'engage à communiquer à la Métropole toute modification intervenue dans la composition du Conseil d'administration et du Bureau de l'association et des statuts.

ARTICLE 7 : PUBLICITE - COMMUNICATION

L'association s'engage à apposer, sur tous les supports de communication relatifs à l'opération soutenue par la Métropole, le logo de la Métropole en respectant la charte graphique métropolitaine et à y faire apparaître la participation financière de celle-ci.

La Métropole pourra demander à l'association des justificatifs attestant de l'apposition du logo (photographie par exemple).

L'association s'engage également à communiquer sur le partenariat avec la Métropole dans toute conférence de presse, interview, etc. et faire participer les représentants de la Métropole aux actions publiques concernées.

En cas de non-respect de ces obligations, la Métropole se réserve le droit de demander le reversement de la subvention concernée.

ARTICLE 8 : REVERSEMENT, RESILIATION ET LITIGES

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par la Métropole, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de dissolution ou de liquidation de l'association ou encore si cette dernière ne justifie plus exercer une activité entrant dans le champ de la compétence ayant motivé le soutien de la Métropole.

En cas de manquement grave de l'association, la Métropole sera fondée d'exiger la restitution des sommes perçues, soit en totalité, soit au prorata temporis.

ARTICLE 9 : AVENANT

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord par les deux parties fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 10 : INTANGIBILITE DES CLAUSES

Une tolérance relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra jamais, quelle qu'en ait pu être la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions de la présente convention.

ARTICLE 11 : INTUITU PERSONAE

La présente convention étant conclue « intuitu personae », l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 12 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Marseille 22-24 rue Breteuil, 13281 Marseille, cedex 06. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr. Cependant les parties s'engagent avant tout recours contentieux à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

Fait à Marseille, le

**Pour l'Association
Festival de la Camargue et du
Delta du Rhône**

**Pour la Métropole
Aix-Marseille-Provence**

**La Présidente
Martine MANCION**

**La Présidente
Martine VASSAL**

ANNEXE I

Budget Prévisionnel global 2026 de la structure « FESTIVAL DE LA CAMARGUE ET DU DELTA DU RHÔNE »

FESTIVAL DE LA CAMARGUE Budget Prévisionnel de l'Association - 2026

BP ASSOCIATION FDC-GÉNÉRAL 2026			
CHARGES PREVISIONNELLES	Montants en €	PRODUITS PREVISIONNELS	Montants en €
00 ACHATS	39 200,00	70 VENTE DE PRODUITS FINIS, PRESTATIONS DE SERVICES	9 000,00
Achats d'étude et de prestations de services	23 000,00	Marchandises	
Achat non stockés de matières et de fournitures	3 000,00	Prestations de services (Boutiques + Buvette)	9 000,00
Achat Marchandises	6 000,00	Produits des activités annexes	
Fournitures d'entretien et de petit équipement	1 000,00	74 SUBVENTION D'EXPLOITATION	11 500,00
Autres fournitures	6 200,00	CONTRAT DE VILLE	11 500,00
01 SERVICES EXTERIEURS	72 500,00	06 COLLECTIVITES TERRITORIALES	225 000,00
Sous-traitance Générale	1 500,00	Métropole AMP	50 000,00
Locations	65 400,00	Région : Droit commun	25 000,00
Entretien et réparation		Département : Droit commun	10 000,00
Assurances	5 500,00	Communes : Port-Saint-Louis-du-Rhône	130 000,00
Documentation	100,00	Les Saintes-Maries-de-la-Mer	5 000,00
Divers		Arles	5 000,00
02 AUTRES SERVICES INTERIEURS	142 200,00	ORGANISMES SEMI PUBLICS	0,00
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	57 000,00	Caisse d'Allocations Familiales	
Publicité, Publications	42 700,00	Caisse des dépôts et consignations	
Déplacements, missions, réception	38 500,00	Chambre de commerce	
Frais postaux et de télécommunication	3 000,00	Autre (préciser)	
services bancaires, autres	1 000,00		
03 DÉPÔTS ET TAXES	300,00	SUBVENTIONS PROPREES	90 000,00
Impôts et taxes sur rémunérations		Entreprises	90 000,00
Autres impôts et taxes	300,00	Fondation de France	
		Autre	
04 CHARGES DE PERSONNEL	90 000,00	75 AUTRES PRODUITS GESTION COURANTE	11 100,00
Rémunérations des personnels	50 000,00	Participation des adhérents (cotisations)	100,00
Charges sociales	40 000,00	Autre (Centrale de réservation)	11 000,00
Autres charges de personnel			
05 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	2 400,00	76 PRODUITS FINANCIERS	
Redevances, abonnements	2 400,00	77 PRODUITS EXCEPTIONNELS	
06 CHARGES FINANCIERES	0,00	Sur opérations de gestion	
Intérêts et emprunts		Sur exercices antérieurs	
Autres charges financières			
07 CHARGES EXCEPTIONNELLES			
08 DOTATION AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, ENGAGEMENTS		78 REPRISE SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	
Dotations sur amortissements		79 TRANSFERT DES CHARGES	
Dotations aux provisions			
Dotations pour réserve de trésorerie			
TOTAL DES CHARGES PREVISIONNELLES	346 600,00	TOTAL DES PRODUITS PREVISIONNELS	346 600,00
09 EMPLOI CONTRIBUTEURS VOLONTAIRES EN NATURE	48 000,00	80 CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	48 000,00
Secours en nature		Bénévoles	15 000,00
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	33 000,00	Prestations en nature	33 000,00
Personnels et bénévoles	15 000,00	Dons en nature	
TOTAL DES CHARGES	394 600,00	TOTAL DES PRODUITS	394 600,00

Ce document est extrait de la demande du dossier de subvention complété et certifié par le représentant légal